

# Alarme

FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

5F

“ PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,  
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE  
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT. ”

## EDITORIAL:

Les changements importants qui se produisent dans les pays de l'Est suscitent de nombreuses interrogations. Pour le plus grand nombre, c'est la nature du régime qui change : abandon du stalinisme, du communisme, démocratisation. Ces mots donnent l'impression d'un changement radical, alors que fondamentalement, les mêmes ressorts (quand ce ne sont pas les mêmes hommes) gouvernent ces pays comme le reste de la planète.

Il faut réaffirmer que jamais ces pays n'ont été socialistes ou communistes. Bien au contraire et quel que soit le propriétaire des instruments de production, les prolétaires y sont restés de simples vendeurs de leur force de travail, des salariés.

La Révolution en Russie, a été menée à son point culminant par les bolchéviques. Mais elle n'est jamais allée jusqu'à abolir le salariat, qui est le rapport social essentiel du capital. Les révolutionnaires de l'époque comptaient sur le succès de la révolution en Allemagne pour se lancer dans la transformation communiste de la société. Ce succès ne venant pas, le pouvoir révolutionnaire s'est trouvé isolé en Russie. Une fois l'aiguillon et l'enthousiasme de la guerre civile passés, il n'est plus resté qu'un pays ruiné où les prolétaires étaient encore des prolétaires, des salariés. La réalité politique s'est ajustée au rapport social réel : le salariat. Aussi très rapidement, tout maintien de pouvoir ou même de contrôle ouvrier est devenu impossible et violemment réprimé, et ce, au nom du parti ouvrier. Le nom reste, mais la nature du parti bolchévique n'est plus la même, c'est désormais le parti de la contre-révolution. La révolution ayant échoué, il n'y a de place en Russie que pour le développement de la contre-révolution, sous la forme du capitalisme d'Etat, personnifié par Staline. Toutes les résistances furent vaincues, hors et dans le Parti, à l'extérieur et à l'intérieur de la Russie, qui devint le bourreau international du prolétariat, par l'imposture et la terreur employées à l'échelle planétaire.

L'impact de la contre-révolution stalinienne n'a en rien diminué avec le temps. Au contraire même, l'ultime victoire du stalinisme pourrait résider dans sa décomposition, dans la mesure où il est toujours identifié avec le communisme. L'insuccès politique et économique du stalinisme n'est rien, comparé à son succès policier et idéologique. Répresseur patenté et principal du prolétariat, il a répandu triomphalement son mensonge essentiel : l'identité de la Révolution Communiste avec le pouvoir capitaliste en Russie.

Aujourd'hui ce mensonge peut s'agréger au vieux mensonge de la bourgeoisie. A savoir que nous vivrions la fin de l'histoire, puisque l'humanité serait unanimement convaincue des bienfaits de la Démocratie, forme définitive, stable et satisfaisante de l'organisation des rapports sociaux. Voilà qui nous porterait à l'optimisme, lorsqu'on sait qu'à chaque fois que les capitalistes ont chanté les grand-messes à la gloire de la démocratie, ils ont du déchanter, sous les coups de boutoir du prolétariat, réaffirmant concrètement la lutte des classes et la perspective communiste de l'histoire. En proclamant l'égalité de tous, la démocratie proclame que les bureaucrates de l'Est et les managers de l'Ouest (et vice-versa) sont identiques, et que ceux qu'ils ont identiquement exploités, grugés et massacrés se vengeront sans faire de détail !

Aussi nous n'avons pas à saluer une quelconque libéralisation, mais toute tentative du prolétariat pour mettre à bas le vieil ordre salarial. Les libertés consenties ne nous concernent que dans la mesure où les prolétaires sont en mesure de s'en emparer pour les subvertir, et non pas de s'y engluer.

Après avoir servi de leurre aux prolétaires pendant des décennies, le stalinisme sert maintenant de repoussoir.

"Voici le communisme, résultat de la révolution prolétarienne, admirez-le !" entendait-on.

"Voici le communisme, résultat de la révolution prolétarienne, horrifiez-vous !" entend-on aujourd'hui.

Ce qui compte, pour tous ceux qui présentent le leurre démocratique aux prolétaires, c'est d'identifier communisme et contre-révolution stalinienne, semant ainsi la confusion au plus haut point et se gargarisant de Démocratie. Des P."C" à l'extrême-droite, des nationalistes aux écologistes en passant par les cléricaux et toutes les variétés de démocrates, ils n'ont qu'une seule crainte : que le prolétariat ne se laisse pas leurrer par la démocratie, l'égalité devant la loi, sous la dictature de la loi de la valeur.

*" La contre-révolution stalinienne se caractérise par trois traits principaux : terreur policière, falsification de sa nature comme de celle de ses ennemis, et exploitation des travailleurs par le capital d'Etat. Forcée par une future attaque du prolétariat, elle reculera certainement sur le premier, peut-être jusqu'à consentir quelques libertés de type bourgeois, mais pour se cramponner à ses deux autres caractéristiques, surtout la troisième, fondement des deux autres et de tout ce que la contre-révolution comporte, jusqu'à la psychologie de ses théoriseurs,*

de ses délateurs et de ses bourreaux. Des "visages humains" sont certainement prêts, d'ores et déjà, pour une vaste manoeuvre de diversion de ce genre, car la révolte pourrait éclater à tout instant. Comme tout pouvoir menacé, celui de la contre-révolution stalinienne fera des concessions dont l'ampleur sera proportionnelle à la gravité du danger, mais il se reconstituera aussi longtemps que la propriété d'Etat n'aura pas été expropriée par l'ensemble des travailleurs et ses institutions dissoutes."

Parti-Etat.p.100 (G.Munis)

Or, s'il est un pays où les concessions démocratiques sont particulièrement importantes, c'est la Pologne, puisque l'opposition y est maintenant au pouvoir, à la suite d'élections législatives. La Pologne, thermomètre et baromètre de la Pérestroïka et de l'agitation ouvrière. Les concessions ont été à la mesure du danger : dix années de combats, après trente années ponctuées de soulèvements et de luttes. Les prolétaires, entre bribes et balbutiements, essaient de reconstruire là un mouvement ouvrier, effaçant rageusement de leur chiffon rouge, les mensonges de plomb du Capital. Dans ces dernières années, aucun autre pays sous domination stalinienne n'a reçu de choc aussi fort de la part du prolétariat. Aussi, les réactions du prolétariat en Pologne, à la manoeuvre que les capitalistes ont mis en place, est-elle tout particulièrement importante pour l'avenir immédiat de notre classe.

## publications du FOR

### EN FRANCAIS

Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis .....	30,00
Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis ..	30,00
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis	30,00
Le manifeste des exégètes (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret .....	30,00
Fausse trajectoire de Révolution Internationale .....	10,00
Alarme spéciale organisation (n°13) .....	5,00
Alarme collection complète par 10 numéros .....	40,00
Pour un second manifeste communiste .....	25,00
Analyse d'un vide, cinquante ans après le trotskisme ..	25,00

### EN ESPAGNOL

Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis ....	150,00
Pro segundo manifiesto comunista .....	25,00
LLlamamiento y exhorto a la nueva generación .....	15,00
Trajectory quebrada de Revolución Internacional .....	10,00
Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949) .....	15,00
Análisis de un vacío, cincuenta años después, el trotskismo	
Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)	
El SWP y la guerra imperialista (1945) .....	30,00
Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Conciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satelites ; C/U .....	55,00

## LES ELECTIONS EN POLOGNE :



Après de nombreux atermoiements et tergiversations, Jaruzelsky a passé un accord avec Solidarnosc : l'octroi partiel mais évolutivement (en promesse) total de la démocratie. La négociation tripartite, USA-POUP-Eglise, s'est faite autour de l'échange de biens de consommation et de prêts contre les bulletins vote et à terme, l'ouverture d'un marché aux produits U.S, la neutralisation ou le changement d'alliance de la Pologne. Tout ceci sur fond de laisser-faire et d'observation russes. Le POUP doit se débrouiller tout seul pour gérer la situation. La Pologne, bien plus que la Hongrie actuelle, sert de laboratoire et d'observatoire au parti Russe ; encore plus maintenant que ce dernier doit se confronter aux grèves ouvrières massives. Car derrière tous ces protagonistes suants de peur et oeuvrant désespérément à la conservation de l'ordre social en place, se profile sourdement le prolétariat.

Jusqu'à présent, celui-ci a régulièrement contesté les conditions de vie qui lui sont faites, posant à chaque fois les questions de sa propre organisation et du pouvoir. La violence du choc de 1980-81, amassée au cours de décennies de luttes écrasées, a été partiellement absorbée par Solidarnosc, l'organisation que le prolétariat s'est alors donné. Cependant, les miettes alors concédées (il s'agissait de miettes, relativement à ce qui pouvait être obtenu ou à ce qui était en jeu) ont simplement permis la préparation du coup d'Etat, que Solidarnosc n'a nullement cherché à prévenir. Le syndicat a alors été exempté de l'obligation d'avouer à ce moment-là qu'il ne prendrait jamais le pouvoir par l'insurrection ouvrière, puisque celle-ci implique des mesures radicales, révolutionnaires, anti-capitalistes.

Solidarnosc avait déjà montré son rôle de "pompier des grèves" avant le coup d'Etat, justifiant a priori ce dernier par la crainte de l'intervention Russe, similaire à celle de 1956 et 1968. Bien évidemment, jamais il n'y eut de préparation matérielle sérieuse face à cette éventualité, pourtant si souvent évoquée qu'elle en devint un épouvantail, un croque-mitaine. Une telle préparation aurait obligé le syndicat (ou tout autre organisation) à assumer des tâches militaires, donc l'armement d'au moins une partie du prolétariat et l'impossibilité d'un coup d'Etat pour le Parti. Le motif réel qui poussait le syndicat à demander l'arrêt des grèves était ailleurs. Il s'agissait déjà de se poser en  négociateur  avec le pouvoir (et non en antagoniste susceptible de négocier) et en  gestionnaire  responsable de l'économie nationale. Des banquiers aux trotskistes, tous ceux qui soutenaient Solidarnosc s'inscrivaient dans cette même politique, menant au coup d'Etat sur lequel ils purent feindre la plus grande douleur. A l'époque déjà, c'est l'Eglise qui a fourni l'essentiel du travail permettant à l'appareil de Solidarnosc de s'intégrer à celui de l'Etat.

Or au fur et à mesure que son intégration s'est manifestée plus clairement, des couches ouvrières s'en sont peu à peu détournées, et ce de plus en plus résolument. Ceci s'est tout d'abord exprimé par une indifférence aux consignes du Syndicat - surtout celles visant à rétablir le travail- et cette désaffection a culminé lors des grèves de 1988 où les sidérurgistes se sont opposés aux consignes mais surtout ont élu de jeunes délégués non-membres du syndicat.

La pantalonnade électorale, concoctée par le Parti et sa "Loyale Opposition", a donné des résultats peu appréciés. Le nombre d'élus et leur répartition entre le POUP, Solidarnosc et les autres partis avait été prévu, mais pas le nombre d'abstentions: environ 50% dans les grandes villes et concentrations industrielles (30% pour le pays). Les suffrages exprimés eux, donnaient entre 70 et 90% à Solidarité, aboutissant à une victoire si complète que l'existence-même du POUP en devenait grotesque. Ce résultat a bien embarrassé les trois appareils (Parti, Eglise, Solidarité), à tel point que Walesa interdit à ses troupes de fêter la victoire. Tous les calculs de transition progressive de Solidarité, de l'état de partenaire à celui de partenaire d'Etat, s'effondraient devant l'impatience d'une population haïssant le régime en place.

La Pologne entre donc dans l'ère de la démocratisation, vouée d'emblée au mépris ou à l'indifférence d'un tiers (bientôt sans doute plus !) de la population, et principalement des prolétaires.

Jaruzelsky, en petit magicien de la Démocratie, n'a plus eu qu'à tirer de sa casquette le lapin-Mazowiecky, tout humide encore des fluides bénits du Vatican. Le général espérait sortir Walesa par les oreilles mais il s'est fait taper sur les doigts par tout le monde : "trop tard, lui a dit Rome", "trop tôt lui a dit Moscou".

Walesa a passé son temps à organiser ces négociations entre le POUP, Moscou, Rome, les USA et la CEE ; mais il a surtout passé du temps à se faire huer par des assemblées ouvrières le considérant comme un traître (ce qui est faux), ennemi de toute politique authentiquement ouvrière et révolutionnaire (ce qui est parfaitement exact). Entendons-nous bien : avant même de connaître la notoriété nationale puis internationale, Walesa défendait l'Eglise et la Patrie. Il ne peut avoir trahi le prolétariat car il n'a même jamais défendu l'idée de la suprématie de la classe ouvrière dans la lutte contre le Parti-Etat. Et toutes les organisations qui l'ont soutenu à un moment ou à un autre l'ont fait sur cette base et pas une autre. Walesa a toujours fièrement proclamé son admiration pour Pilsudski, à l'inverse de ceux qui, comme Kuron et autres fondateurs du KOR, se sont ralliés à Walesa après avoir défendu pendant des années, la nécessité de la "révolution communiste démocratique" en Pologne. Et tant pis pour ceux qui ont cru en ces gens-là, qui ont trahi leurs idées pour un strapontin (dans le syndicat en 1980, dans le gouvernement en 1989)!

Pendant que Mazowiecky, belle âme, se débat entre les fractions et multiplie les démarches, Walesa se soustrait et se transforme en plénipotentiaire, en tournée européenne. Comme ça, "tout le monde" peut être fier de lui. Il se fait un peu oublier et ramène un peu de quoi colmater les fuites des entreprises polonaises, en échange de la garantie suprême : "Avec Solidarnosc en tête, les prolétaires vont suer comme des bêtes". En effet, l'accession au leurre démocratique ne se fait pas gratuitement. Les prolétaires polonais doivent en échange accepter plus de travail et surtout de productivité. Walesa ressemble de plus en plus à un leader bien connu, proclamant dans l'opposition : "Il faut savoir arrêter une grève !", face à la grève de masse, et décrétant " il faut retrousser ses manches ", une fois parvenu au gouvernement.

*" En faisant rentrer les masses ouvrières dans  
le vieil ordre vermoulu, le travail salarié,*

*la productivité par heure-homme, la concorde par la négociation, etc., la condition la plus indispensable de la reprise et de la croissance capitaliste était donnée."*

(Parti-Etat. p.88)

Cette phrase, qui s'applique au stalinisme de l'après-guerre, correspond à l'activité de Solidarnosc aujourd'hui. La ressemblance ne s'arrête pas là. Ainsi Walesa défend avec acharnement l'Eglise mais surtout, surtout, il cherche à paralyser le prolétariat par l'hallucination stalinienne. Il use de tout son prestige pour diffuser le gigantesque mensonge stalinien, selon lequel toute tentative révolutionnaire du prolétariat mène au stalinisme. Ce qui vaut pour le leader vaut pour l'organisation qui l'a mis à sa tête. Solidarnosc défend, bon gré, mal gré par fois quant à ses militants, la même orientation que sa direction.

Walesa, Mazowiecky, Michnik, Kuron, etc. n'en sont pas là par hasard. Convaincus ou ralliés, ils sont à la tête d'un appareil, en bientôt peut-être à la tête de l'appareil d'Etat, parce qu'ils défendent la patrie contre l'internationalisme, l'Eglise contre la conscience de classe, la démocratie contre la dictature du prolétariat, l'amélioration de la consommation contre la suppression de l'exploitation et du salariat, le capitalisme contre le communisme.

Le succès de Solidarnosc et de ses dirigeants tient pour partie à leurs capacités mais essentiellement à l'incapacité actuelle du prolétariat à se doter d'une organisation qui lui soit propre, tant sur le plan de la définition des buts que sur celui des moyens nécessaires pour les atteindre.

S'il est exact que les prolétaires ont construit Solidarnosc, il est encore plus sûr que le prolétariat le désignera comme son ennemi et le détruira tout comme le Parti-Etat.

\*  
\* \*

**écrivez nous, prenez contact avec nous !**  
**militez pour la révolution socialiste !**

POUR TOUTE CORRESPONDANCE: FRANCE "ALARME" BP329  
75624 PARIS CEDEX 13

ESPAGNE (sans autres mentions)  
APDO 5355  
BARCELONA- ESPANA

LES PAIEMENTS DE PUBLICATIONS ET LES ABONNEMENTS DOIVENT ETRE  
EFFECTUES A L'ORDRE DE: ALARME CCP N°151628 U PARIS

# ROUMANIE

## UNE INSURRECTION, PAS UNE REVOLUTION

Le changement de pouvoir en Roumanie résume toutes les limites et les avancées comprises dans les évolutions survenues à l'Est.

L'oppression exercée par le Parti-Etat y a culminé dans les dernières années, ajoutant la planification de la faim à l'humiliation linguistique, la dégradation complète des habitats à la répression la plus brutale. Les tentatives d'organisation de résistance ont été démantelées ou limitées à quelques individualités, par une police si puissante qu'elle est devenue le seul pouvoir et la seule dépositaire de la richesse du pays. Les prolétaires, inorganisés et désespérés, ont été largement réprimés à la moindre manifestation de mécontentement et mitraillés massivement lorsqu'ils se sont révoltés, comme à Brasov en 1987.

A la différence de 1987, deux facteurs ont fait échouer la répression. Tout d'abord le caractère général de la révolte, étendue à tout le pays. D'autre part, le ralliement de l'armée, combattant désormais aux côtés de la population, contre les troupes du Parti-Etat. Or ces deux facteurs, apparemment internes, découlent directement de l'évolution de la situation internationale autour de la Roumanie.

L'exemple des voisins hongrois et tchèques, joint à la haine toujours présente, a relancé l'insurrection au lieu de l'éteindre, après la répression de Timisoara. Mais c'est le retournement de l'armée en faveur de la population qui a été décisif. Dans un premier temps les soldats ont obéi aux ordres et ont massacré les manifestants ; mais les officiers supérieurs et généraux ont subi deux pressions. D'une part, une partie de la troupe a commencé à fraterniser avec les insurgés, d'autre part, de même qu'en RDA, l'encouragement de Moscou a été déterminant. Les dirigeants russes ont enjoint les généraux roumains à lâcher Ceaucescu.

Il faut dire que non seulement il y avait là une occasion de se débarrasser d'un dirigeant plus pro-chinois que pro-russe, mais surtout qu'il ne fallait à aucun prix se laisser former une insurrection armée dont le fer de lance se serait constitué de prolétaires avec ou sans uniformes. En se "ralliant" à l'insurrection, l'armée en prenait la tête, car elle était la seule force organisée et armée préalablement.

Le gouvernement provisoire ('Comité de Salut National') joue à fond ce jeu-là : avant tout se débarrasser à la fois des 'excès' de Ceaucescu et de la présence des ouvriers en armes. L'armée venait à peine de se rallier que Ion Iliescu a donné 48 heures aux civils pour rendre les armes. Il a fallu allonger ce délai mais l'orientation était donnée. Dans le même esprit, tout porteur d'arme a été déclaré suspect d'appartenance à la Securitate. C'est mettre dans le même sac les combattants qui ont pris d'assaut le palais présidentiel (entre autres avec tous les prolétaires qui ne font pas confiance au "nouveaux" dirigeants)

---

et leurs ennemis. Persévérant, le gouvernement a mis l'ancienne police politique (Securitate) à disposition de l'armée, avant de la dissoudre. Ainsi après avoir liquidé le Conducator, il s'agit de réorganiser le pouvoir avec des structures "à visage humain". A cet effet, le procès du dictateur a été exemplaire : juges invisibles, procédure militaire et déroulement stalinien. Ceaucescu n'aurait pas fait mieux !

Tous les anciens dirigeants, hormis le clan familial au pouvoir, essaient désormais de se blanchir. Pour les militaires, c'est réussi : ils sont les grands vainqueurs de l'insurrection. Pour les staliniens anciens dirigeants, ce n'est pas mal : ils sont à la tête du pays et le soutien de Gorbatchev leur est acquis depuis longtemps. En revanche, les travailleurs roumains eux, commencent à se sentir quelque peu bernés. Ils se sont fait massacrer, ils se sont farouchement battus et maintenant on leur ordonne de laisser le pouvoir au stalinisme à visage humain, de laisser leurs propres armes à l'armée et de retourner au travail, certes quelque peu aménagé, mais dont la nature fondamentale n'a pas changé. Bref, ils doivent "retrousser leurs manches".

La situation est comparable à celle de la "Libération", avec même de vrais terroristes étrangers formés pour le compte de l'Iran, de la Lybie, de la Syrie ou de l'OLP (Le massacre de la population et le soutien au nationalisme palestinien : voilà la clé du soutien de l'Algérie à Ceaucescu !). C'est si frappant que déjà quelques anciens charognards de 1945 se proposent de conseiller le nouveau pouvoir. Sans doute lui apprendront-ils à promulguer quelques lois "sociales" ... et à créer des C.R.S.

Le pouvoir actuel suscite et suscitera encore des mécontentements. Mais désormais les nouveaux gestionnaires du capital en Roumanie comptent sur les élections, l'apparition de nouveaux partis (démocratique, religieux, nationaliste,...) pour canaliser la contestation. Même si ces partis ne seront pas de suite au pouvoir, le grand mouvement de libéralisme s'étend à toute l'Europe, s'approfondissant dans chaque pays, sous l'impulsion de la Russie, et se nourrissant de ses succès chez chaque voisin.

Les Etats occidentaux poussent aussi à la roue, veillant eux aussi à ce que tout se passe dans "la loi et l'ordre". Ils préparent leur ruée sur des territoires dévastés à reconstruire. La CEE, bon gré, mal gré, va produire un nouveau "Plan Marshall" pour l'Europe de l'Est, et finira par se répartir des zones d'influence : la France, expulsée de l'aire germanique, essaie déjà de se rattraper en englobant la Roumanie dans une aire latine (O tempora, ô mores !). D'où le matraquage misérabiliste et caritatif que nous avons subi ici, avec Médecins sans frontières en avant-garde de Marchandises sans frontières.

On peut considérer que le bloc stalinien est vaincu et que peu à peu, il va peut-être se former une nouvelle Europe. Ce que nous constatons pour la CEE (voir Alarme n° 39) va se faire à une échelle plus large : plus de prolétaires vivant officiellement sous un même régime et pouvant constater par là-même l'inanité des illusions projetées par le capital et l'identité de leurs

---

conditions de vies.

C'est là le point positif essentiel de tous ces changements survenus à l'Est, et il est de taille. Car par ailleurs, le prolétariat n'a pu mettre à profit les bouleversements qu'il a contribué largement à mettre en oeuvre. Partout il s'est dissout dans des organisations qui lui sont étrangères et hostiles (nationalistes, étatiques, religieuses, démocratiques) ; nulle part il n'a pu se battre ni s'armer durablement pour son propre compte.

L'insurrection qui a eu lieu en Roumanie n'a pu mettre à bas le capital comme rapport social. Les prolétaires y ont rapidement abandonné la direction aux "spécialistes" de la confiscation du pouvoir. Croyant renverser le communisme, ils ont balayé le stalinisme, dans ses aspects les plus horribles. Ce moment insurrectionnel a rouvert une alternative connue depuis le 19<sup>e</sup> siècle : communisme ou capitalisme libéral. Bien que probablement personne en Roumanie n'eût songé à parler alors de communisme, des mesures comme l'armement des prolétaires, le maintien des comités de vigilance et leur prise en main de l'organisation de la lutte, de la production (nécessités alimentaires et médicales, à définir dans leurs natures, dans leurs qualités et quantités), l'exigence de dissolution des corps armés étatiques (armée, milice, polices...) et la jonction avec par exemple le comité occupant le palais présidentiel, eussent constitué les premiers pas d'une révolution communiste.

Tous ceux qui ont vu ou qui voient encore dans les régimes staliniens une caricature du communisme essayent déjà de préparer le retour au capitalisme d'Etat, le pire ennemi du communisme au cours de ce siècle. Face à toutes les déformations et à la confusion généralisée et orchestrée, sur la nature du communisme, autant le contenu que sa désignation doivent être défendus, bec et ongle. Au moment où s'effondrent les partis qui ont matérialisé le plus cruellement la contre-révolution, il faut affirmer haut et clair la possibilité pour le prolétariat de construire ses propres organisations subversives, communistes et irréductiblement opposées aux régimes en place comme à tout ce qui pourrait ressembler aux ennemis staliniens osant se proclamer 'communistes'.

L'élimination de la terreur stalinienne permanente, la possibilité d'échanger leurs expériences avec les prolétaires des pays plus riches, l'instabilité encore forte des processus de transition, les désillusions rapides sur les nouveaux dirigeants et la ruée marchande de la conquête de l'Est ne pourront que stimuler le dépassement des dernières illusions et partout la volonté d'en finir avec ce vieux monde.

"Prolétaires de tous les pays, unissons-nous,  
supprimons les polices, les armées,  
la production de guerre, les frontières,  
le travail salarié.

ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT."

## RDA : LE RIDEAU ET LE RADEAU

La disparition des vieilles ordures staliniennees en RDA (et ailleurs !) nous fait certes bien plaisir. Cependant les conditions dans lesquelles ces changements se déroulent à l'Est permettent de s'interroger sur leur nature et leur profondeur.

Haine de l'oppression, colère devant la pénurie et la corruption planifiées, frustration face à l'immobilisme, voilà ce que ressentaient tous les travailleurs à l'Est de l'Europe et en RDA en particulier. Lentement, la nécessité de "changer quelquechose" pour rester au pouvoir est passée de la Russie à ses satellites, avec plus ou moins de violence et de profondeur. Le libéralisme galopant là est issu de la décomposition du stalinisme. Ce dernier, dont l'épicentre se trouve à Moscou, s'est lentement corrodé aux acides de son propre mensonge et de sa négation prolétarienne. Nouvel avatar des nécessités (économiques et politiques) de la "restructuration", la RDA emboîte le pas à la Gorbatchade.

Dès que la Russie a militairement lâché le pouvoir en place, celui-ci s'est effondré, comme un épouvantail. La détermination des manifestants, désarmés et pacifistes, n'aurait pu faire plus qu'à Prague en 1968, face aux chars russes. Réciproquement, l'organisation de la contestation reposait sur l'Eglise (protestante cette fois) et n'a pu être que verbale. C'est donc avec l'aide de l'armée russe et de l'Eglise que le mouvement de masse a emporté un vieux pouvoir décomposé.

Outre l'aliénation religieuse et pacifiste, il semble que le mirage "du pays de Cocagne où les marchandises coulent à flot" ait eu un impact sur le modelage du mouvement. Cependant les liens étroits du pays avec la RFA et le flux non négligeable de marchandises qui en provient font que ce mirage marchand se dissipera sans doute là plus vite qu'ailleurs.

Les liens privilégiés avec la RFA font de la RDA, depuis quelques années, l'officieux treizième membre de la CEE. Presque 1/3 de ses échanges se font avec la RFA, sans contrepartie en devises, mais en monnaie de compte, comme au sein de la CEE. La libéralisation du régime ouvre la perspective de la réunification de l'Allemagne, dont la puissance écraserait l'Europe entière. Il suffirait désormais d'ajouter quelques Lands saxons et prussiens à la Fédération existante pour que cela devienne une réalité. Le compromis idéal du capital se profile : un régime politique plutôt sur le modèle RDA avec un fonctionnement économique plutôt sur le modèle RFA...

Le caractère subversif de l'effondrement du mur de Berlin et du 'rideau de fer' s'est émoussé au cours d'années de complicité entre les pouvoirs. Bien que concurrents dans la lutte pour la domination mondiale, ils sont parfaitement d'accord sur l'essentiel qu'ils ont pu défendre séparément : le maintien de l'exploitation du prolétariat et l'opposition farouche au communisme. Les nécessités et les conditions de l'exploitation étant fondamentalement partout les mêmes, les obstacles à la circulation des marchandises (et donc des marchandises-hommes) doivent peu à peu s'éliminer.

Après les années de militarisation, voici venir celles de l'uniformisation (mais comme chacun sait, l'uniforme n'est pas hostile à l'armée). Il n'en reste pas moins qu'en accélérant ainsi la circulation des marchandises et des hommes, les pouvoirs staliniens se dissolvent dans le flux général du capital, montrant ainsi leur identité avec ce dernier.

Le caractère subversif de cette vérité n'a pas pris une ride ; gageons que joint à l'écoeurement provoqué par le mercantilisme nouvellement officiel et la dépossession dans l'abondance, les prolétaires sauront faire fructifier ce caractère et s'attaqueront aux deux vieilles faces hideuses du même mur.

\*  
\* \*

## DECOMPOSITION DU PARTI (ALARME, DEC.87)

Quiconque saura au premier coup d'œil de quel parti il s'agit. C'est l'appellation nette qui lui convient le plus, quoiqu'encore déconcertante pour de nombreux lecteurs, de Parti ANTI-communiste. Et bien, le parti en question se trouve en décomposition à force de pourrir. Mais afin de comprendre à fond ce qui lui arrive et le pourquoi, la première disposition à prendre est de ne tenir aucun compte de ce que Marchais-Lajoinie, ses coryphées respectifs, déclament, ou aux péroraisons des démissionnaires, expulsés ou scissionnés antérieurs, du genre Juquin, Fizbin et autres Tillon. Aucun d'entre eux n'a jamais été communiste ; staliniens oui ! et avec quels frétilllements obscènes et serviles ! Aussi parce qu'ils ne se distinguent que par leur rouerie, leur éloquence et autres croc-en-jambes, leurs propos ne peuvent avoir que le dessein de conserver des postes de commandement, d'y accéder ou bien de se blanchir de graves forfaitures politiques antérieures. Enfin, argument décisif, parce que dans ce cas beaucoup plus qu'en d'autres, la lucidité requiert, entre autres, une honnêteté dont toutes les personnes en question ont fait bon marché pour être ce qu'elles sont ou ce qu'elles furent.

Enoncé de façon plus crue et succincte, le problème du Parti vient de ce que, depuis bien avant 1936 (en fait 3 ou 4 ans après sa création en 1921), il est une gigantesque escroquerie idéologique dans n'importe laquelle de ses manifestations, et organiquement un repère de carriéristes, excepté - bien que pas toujours - le cotisant de base, leurré comme une alouette.

Une décennie ou l'autre, l'escroquerie devait perdre de sa rentabilité. Trop longtemps elle a été haut cotée à la bourse des valeurs politiciennes. Il ne s'agit pas précisément du parti français mais aussi de tous et de chacun de ses semblables, de sorte que ce qui est affirmé avec justesse pour l'un vaut aussi bien pour tous, et ceci bien que l'acuité des symptômes de décomposition soit inégalement répartie parmi eux. Le Parti français n'a pas inventé d'escroquerie particulière. Ni pire, ni meilleur que ses collègues, il a été une caisse de résonance de l'épicentre : le Parti-Etat russe. C'est là la vérité nue, ni plus ni moins. Que la Russie soit un pays socialiste, ouvrier,

révolutionnaire, démocratique, protecteur des opprimés et que sais-je encore, est un perfide mensonge qui devient de plus en plus patent chaque année. Il est si discrédité de fait, que même les dignitaires de tous les partis savent que ce mensonge perd de son efficacité d'attrape-couillon, de recrutement et d'embrigadement para-militaire, ce qui était le cas depuis la moitié des années 20.

Voilà pourquoi ils font à présent la courte-échelle au capitalisme rival de leur propre matrice capitaliste et s'efforcent de faire des grimaces humanoïdes. C'est qu'ils sont bien loin d'être rassurés quant à l'avenir de leur mère nourricière. Plus particulièrement il se passe que -évènement grave et de mauvais augure pour eux - plus on est renseigné sur la Russie et ses décalques, plus est forte la répugnance qu'elle inspire. Le mensonge recule devant la réalité. Pour servir ce mensonge, on peut encore embrigader des fonctionnaires vénaux, mais la classe ouvrière n'est plus vraiment dupe.

Disputailleries, palabres, insultes, calomnies, ruptures, expulsions, etc., tout répond à la même nécessité pour les huiles du Parti, à savoir, quel degré d'identification ou de distance adopter par rapport à la Russie, tout au moins en apparence. Ils se querellent entre eux à propos de la dose qui convient le mieux, dans un sens ou dans l'autre, à leur raison sociale. Et ils se heurtent à cette réalité : aucune dose ne fait bien leur affaire. Trop près du Kremlin, toute l'aversion qu'inspire celui-ci retomberait sur eux ; trop loin et "critiques" à son égard, ils perdraient les avantages financiers, de déplacements et de manœuvres trans-frontières que leur permet (avec largesse) leur affiliation au second bloc impérialiste. Ils perdraient ainsi la faveur, même déclinante, qu'ils tirent encore du capitalisme d'Etat russe travesti en socialisme. Ils pourraient se détacher de celui-ci s'ils réussissaient à gagner la confiance de l'impérialisme occidental. Mais pour cela ils auraient du rompre bien avant le collier de l'impérialisme oriental.

Le parti français (et tous ceux sous l'obédience du Kremlin) ont rendu au capitalisme occidental des services autrement importants que ceux rendus par les faux socialistes depuis 1914. En effet, ce sont eux qui ont empêché et réprimé la révolution prolétarienne à partir de 1923 ; eux toujours qui ravivèrent la défense nationale durant la seconde guerre mondiale et, à la fin de celle-ci, eux encore qui poussèrent la classe ouvrière à la reconstruction capitaliste. Jusque là, les gouvernements occidentaux, reconnaissants, applaudissaient unanimement.(1). Mais tout de suite il est apparu que le Parti (toutes nationalités confondues), même rendant des services décisifs pour l'existence du système et d'autres moins spectaculaires mais non moins indispensables à sa routine fonctionnelle, travaillait pour les intérêts matériels et stratégiques, immédiats et futurs, de son impérialisme. Disons-le sans ambage, les gouvernements de nos latitudes craignent les activités du Parti comme 5° colonne, non parce qu'il agirait pour la classe ouvrière et la révolution, mais bien plutôt pour Moscou.

Or une telle situation convient d'autant moins, aux leaders en place, que la nature capitaliste et réactionnaire du système économique et du régime politique russes devient de plus en plus évidente. Si lourdeaux qu'ils puissent être, l'arithmétique leur

---

(1) A la mort de Thorez, son fils reçut de De Gaulle un télégramme de condoléances pour les "grands services" rendus par son père à la France, c'est-à-dire, à l'exploitation du prolétariat national.

saute au cerveau : les gains obtenus par l'obéissance à Moscou ne compensent plus maintenant les pertes que cette même obéissance leur inflige. La décomposition est alors inévitable. Ils disposent encore d'un grand appareil et de beaucoup de ressources financières à l'intérieur du pays et à l'extérieur ; en outre, ils conservent une bonne capacité de manœuvre par le biais des syndicats qui leur sont inféodés. Avec ça ils pourront sans doute ralentir l'effritement, mais pas l'éviter car ils n'en ont plus les moyens, quoi qu'ils fassent.

Un autre facteur hante les têtes beaucoup plus calculatrices que pensantes des leaders : l'avenir de la Russie, non plus en tant que mythe ou mensonge monstrueux, puisqu'il est aux abois, mais comme simple puissance impérialiste. Ils connaissent mieux que beaucoup d'autres la relation d'ennemis mortels existant entre le Parti-Etat russe et les millions et millions de travailleurs de l'industrie et de l'agriculture. Ils n'ignorent pas qu'un affrontement généralisé pourrait instaurer un pouvoir révolutionnaire, mettant en pièce la puissance impérialiste et fausse union des fausses républiques faussement socialistes et soviétiques. Cette éventualité, qui serait glorieuse pour le prolétariat mondial, et pour les révolutionnaires, est perçue par les amis du Parti dans le monde entier, comme leur sentence de mort. C'est dire si leur fors intérieur est harcelé depuis des années par la décomposition, ce qui la rend encore plus irrémédiable organisationnellement.

Le rôle des révolutionnaires dans cette conjoncture si importante consiste à accélérer la décomposition du Parti anti-communiste. Pour cela, il faut mettre au clair l'accumulation énorme des raisons qui la détermine, et qui l'a préparée durant des décennies, et de même le pourquoi de ses répercussions bénéfiques pour la lutte communiste du prolétariat mondial.

---

### permanence :

TOURS: tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17h00 au café "le Bordeaux", place de la gare. Les prochaines: février et avril 90





## SPARTACUS, EN MARGE D'UNE PUBLICATION

Nous tenons à signaler la parution aux éditions Spartacus d'un livre intitulé "Pologne : Chroniques d'une société clandestine." qui a fait l'objet d'une réunion publique d'environ une centaine de personnes, le 20 Janvier à Paris, à l'initiative de la maison d'édition sus-nommée. L'ouvrage préfacé et annoté par Frédéric Goldbronn, présente essentiellement des extraits de la presse de Solidarité Combattante depuis sa constitution en Juin 82 jusqu'en Janvier 85. Il contient aussi un questionnaire aux militants de cette organisation ainsi qu'une interview de Jozef Piniór, le leader du Parti socialiste polonais - Révolution démocratique (PPS-RD) qui est une émanation gauchiste-trotskiste de l'hétéroclite Parti socialiste polonais (PPS). Cette dernière indication explique la présence remarquée et contestée de trotskistes à la tribune de la réunion du 20 Janvier, dont la tenue a d'ailleurs été excessivement médiocre. Le maître des débats, du collectif "Les amis de Spartacus", F. Goldbronn et leurs invités, ont tout fait pour censurer l'expression de positions politiques radicales ou révolutionnaires. Pire encore, ce vivier de "démocrates" n'a pas cessé d'occulter la lutte de classe en Pologne. Ainsi le public a-t-il recueilli des informations de "première main" : la société polonaise est aujourd'hui atteinte de schizophrénie, les femmes s'y manifestent et la division entre ville et campagne semble y être des plus préoccupante ! Nous sommes au regret de nous interroger sur l'éthique et la volonté d'indépendance qui ont jusqu'alors distinguées les éditions Spartacus, une "maison d'édition pas comme les autres".

Mais le ton n'était-il pas donné dans la préface de F. Goldbronn ? Notez cette chute :

- "Alors pourrait voir le jour le projet qui renaît sans cesse de ses cendres, de l'Association Internationale des Travailleurs en 1864 au congrès de Solidarnosc en 1981 : la construction d'une vie libérée de la pauvreté, de l'exploitation, de la peur et du mensonge."

Comment oser comparer l'AIT et Solidarnosc ?! La première consacre pleinement l'indépendance de classe du prolétariat et exalte l'internationalisme en amplifiant le fameux "prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" du Manifeste communiste. La seconde, patriotarde à fond, empêche dès ses origines le prolétariat d'utiliser ses armes de classe, à commencer par la grève, et elle pèse de toutes ses forces pour enchaîner les ouvriers polonais au sauvetage de l'économie nationale. En octobre 80 déjà, Walesa ne déclarait-il pas :

- "Il ne devrait jamais y avoir de grève du tout. Il faut que nous apprenions à résoudre tous les problèmes autour d'une table de conférence." (La Libre Belgique du 21/10/80)

Et ceci à Gdansk, alors qu'une des revendications de la grande grève de l'été 80 avait été la réduction des cadences :

- "Le MKS demande aux ouvriers qui en sont membres, d'entreprendre -après la fin de la grève et en coopération avec la direction des entreprises et des usines - des actions visant à une augmentation du rendement du travail, à l'économie de matières premières et de l'énergie, et à une plus grande discipline dans le travail."

(Le Monde du 03/09/80)

Falsifier les évènements et encenser Solidarnosc en 80-81 d'un côté, broder sur les sourdes batailles qui opposent les "experts" du sommet à la base du syndicat d'un autre, tel est le procédé éculé de F. Goldbronn pour présenter Solidarité Combattante et quelque autre dissident comme des "rebelles". On comprend dès lors que l'anarchiste qu'il prétend être fasse chorus avec les fossiles de la IV<sup>e</sup> Internationale dégénérée toujours en quête des plus bouffonnes avant-gardes "révolutionnaires". Pour stupéfier les imaginations, l'anarchiste et ses compères noient les critères idéologiques d'appartenance à une organisation dans une foule de faits et d'impressions, un peu à la façon des touristes qui croient tout dévoiler des pays qu'ils ont visité. Mais qu'ils le veuillent ou non, Solidarnosc et son bras armé durant l'Etat de Guerre, Solidarité Combattante, sont des organisations réactionnaires. Les divagations de la seconde sur une "République Solidaire", comme quiconque peut en juger dans les réponses au questionnaire, ne couvrent-elles pas la propagande du néo-fasciste, du libéral et du catho alternatif ? Et l'anarchiste Goldbronn d'expliquer dans sa préface que Solidarité Combattante est "rebelle aux étiquettes".

"De deux choses l'une : ou les anti-autoritaires ne savent pas ce qu'ils disent, et dans ce cas, ils ne sèment que la confusion ; ou bien ils le savent et, dans ce cas, ils trahissent le mouvement du prolétariat. Dans un cas comme dans l'autre, ils servent la réaction." (Engels)

Il nous reste à présent à mettre en évidence quelques aspects des "Chroniques" qui nous semblent soit utiles soit instructifs :

1) La terrible désinformation qui sévit dans nos contrées ne passe pas totalement inaperçue en Pologne et partant, dans les autres pays de l'Est :

- "Certes, des informations concernant la Pologne parviennent à toutes ces nations (celles de l'Est, NDLR), mais elles sont tronquées, partiales ou altérées par la presse et les radios occidentales. (Réplika n°8, nov 82)

2) Idem la politique d'affameurs de "nos" Etats via le FMI.

3) Il y a peu, l'hebdomadaire "Le Point" affichait Lénine "Le mort de l'année". Solidarité Combattante, qui pourrait très bien débiter de telles stupidités, a toutefois été contrainte, pour porter la contradiction au pouvoir inféodé à Moscou, de distinguer la politique extérieure russe sous Lénine et sous Staline. En attendant que les croquemorts capitalistes accordent leurs violons, gageons que la classe ouvrière polonaise n'en aura pas perdu un miette.

4) Solidarité Combattante se voulant une organisation décentralisée dont les structures, de l'avis de son dirigeant, n'ont jamais été vraiment figées, a laissé échapper des expressions typiquement prolétariennes dans le courrier des lecteurs de sa presse. Jugez-en :

- "Nous devons disposer d'une milice ouvrière armée, capable de repousser les détachements de zomos sur le terrain des entreprises."

Ailleurs dans l'ouvrage, et répondant à l'Etat de Guerre :

- "Pourquoi en militarisant le travail, n'a t-on pas donné d'armes aux ouvriers ?"

Si l'on ajoute à ceci cette habitude des ouvriers de prendre des otages parmi les forces de répression, on imagine, ainsi que

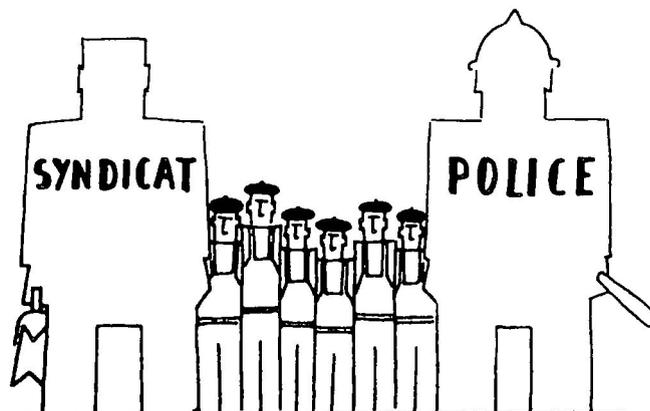
nous l'avons dit et redit, que la spontanéité du prolétariat polonais en 1980, ne tendait nullement vers la création d'un syndicat, mais vers la constitution d'organes comparables aux soviets russes de 1905.

5) Il est des plus important de remarquer ici et là dans les "Chroniques", les signes évidents d'une démystification idéologique des régimes staliniens, régimes anti-communistes s'il en est.

6) Enfin et pour finir cette énumération, l'attraction des jeunes ouvriers vers les idées anarchistes, plus instinctive qu'autre chose, et la présence de groupes libertaires principalement sur les grands sites industriels, révèle, on ne peut pas en douter, la force d'attraction que conserve malgré tout auprès du prolétariat, l'idée d'un monde sans classes et sans Etat.

Les différentes remarques que nous venons de faire valent d'être projetées dans le présent. Il ne faut pas exagérer le mythe que représenterait les "démocraties" occidentales à l'Est ni non plus la force des illusions démocratiques. La résurgence de partis politiques d'extrême-droite hier compromis avec le nazisme pourrait presque prouver le contraire. Mais ce n'est pas tout. Les haines nationalistes qui envahissent la vie publique là-bas, et qui peuvent provoquer des tentatives de putshs militaires, la pénurie généralisée, la condition des ouvriers contraints comme en Pologne de travailler 14 heures par jour, tout cela ne peut qu'exacerber au plus haut point des tensions qui rendent le discours démocratique capitaliste des plus mièvre. Soit dit en passant, il faut être bougrement crétin pour imaginer la démocratie parlementaire, pourrissante à l'Ouest, aller prendre un bain de jouvence à l'Est. Et de toute manière, rien, sinon le manque de conviction du prolétariat dans ses luttes, ne peut masquer la sauvage et mondiale dictature du Capital sur le Travail. Que la tradition de lutte des ouvriers polonais, dans ses aspects les plus subversifs, devienne un exemple pour les affrontements de classe, et nos pavoiseurs de "démocrates" reconnaitrons bientôt ce dont ils ont le plus peur : la dictature du prolétariat.

Il faut en exprimer la nécessité, sous la forme qui est la sienne d'une totale liberté d'expression pour les ouvriers révolutionnaires. Il convient d'avantage d'en préciser la base sociale, la suppression du travail salarié conduisant à l'extinction de l'Etat, si nous ne voulons pas renoncer à nous dire communistes.



## PEUGEOT :

### DEFAITE OUVRIERE, VICTOIRE SYNDICALE

Le conflit de Peugeot, comme tout scénario bien ficelé, s'est terminé avec un genre de phrase fortement inspirée par celle-ci: "Il faut savoir terminer une grève !" ; propos que les syndicats savent si bien faire respecter. Enfin le conflit de Peugeot aura montré une chose certaine, c'est que les syndicats discrédité un an plus tôt avec les conflits de la SNCF et des infirmières, ont su cette fois-ci redorer leur blason tout en manoeuvrant le conflit du début jusqu'à la fin.

PEUGEOT : « REPRENONS LE TRAVAIL LA TÊTE HAUTE » (les syndicats)



ON A PERDU !  
ON A PERDU !...

En tout état de cause il faut constater que le syndicalisme assure toujours aussi bien, et sans faire dans la finesse, son rôle de garde-chiourme du capital.

Ceci rappelle une fois de plus, l'incapacité du prolétariat à s'organiser en-dehors, mais surtout contre les syndicats. Et aujourd'hui c'est ce facteur essentiel qui peut amener le prolétariat à s'organiser révolutionnairement. Sans cette prise de conscience et sans organisation révolutionnaires, toute lutte du prolétariat se fera sur un terrain syndical, ou sera récupérable par des partis capitalistes et leurs appendices syndicaux.

Cela signifie le refus de se laisser enfermer dans l'entreprise, le refus de se laisser confisquer la parole par ces organismes, la mise en avant dans les revendications, de la diminution du temps de travail, de son intensité, corrélativement à l'augmentation des salaires, la solidarité avec les chômeurs, et des mesures autoritaires comme l'arrêt de la production, la confiscation de toutes les réalisations sur les nouveaux modèles, les délégations aux autres entreprises, etc.

Les ouvriers de Peugeot ont été battus et sacrément manipulés par les syndicats, surtout la CGT, qui a réussi à transformer un conflit, au début contre les méthodes du capitalisme paternaliste, en un conflit contre un individu "méchant" (Calvet). Bref les méthodes syndicalistes n'ont pas changé et ne changeront pas. Aujourd'hui comme hier, il faut le réaffirmer : le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien. Après ce conflit et bien d'autres, force est de constater que le prolétariat n'est rien de plus qu'une marchandise suant de la plus-value.

S'il est vrai qu'il existe un mécontentement certain vis-à-vis du syndicalisme, il se manifeste par la baisse des adhésions et des renouvellements de cartes, mais toujours avec le sentiment d'avoir été trahi.

Et bien non, les syndicats ne trahissent pas et le syndicalisme en général n'est soupçonné d'aucune trahison, mais plutôt d'un combat acharné contre la classe ouvrière comprise comme la classe historiquement révolutionnaire.

C'est cela qui doit être pris en compte, pour l'organisation de classe, dans la lutte quotidienne, en regroupant les idées et les individus déjà méfiants et hostiles à cette police capitaliste au sein de la classe ouvrière. C'est cela qui permettra de se délivrer de ce carcan contre-révolutionnaire.

---



**ASSASSINEE**

**PAR LA**

**SOCIAL - DEMOCRATIE**

**ROSA LUXEMBOURG**

depot légal: 1<sup>er</sup> trim. 90  
directeur de publication  
P. Marechal  
comm. paritaire 61890